



HAL
open science

Villes pionnières et projections utopiques en Amazonie brésilienne : la ville contre (la) nature ?

Laurence Granchamp Florentino

► **To cite this version:**

Laurence Granchamp Florentino. Villes pionnières et projections utopiques en Amazonie brésilienne : la ville contre (la) nature ?. Aurélie CHONÉ; Catherine REPUSSARD; Laurence GRANCHAMP. (In)visibles cités coloniales. Stratégies de domination et de résistance de la fin du XIXe siècle à nos jours, Orizons, pp.133-153, 2014, 978-2-336-30029-0. halshs-02296006

HAL Id: halshs-02296006

<https://shs.hal.science/halshs-02296006>

Submitted on 25 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Villes pionnières et projections utopiques en Amazonie brésilienne : la ville contre (la) nature ?

LAURENCE GRANCHAMP FLORENTINO

Introduction

Depuis les débuts de la colonisation, l'Amazonie est apparue de façon ambivalente dans les représentations que s'en sont forgés les Occidentaux, à la fois comme une région mystérieuse, impénétrable, un « enfer vert »¹, et comme un Eldorado abritant des trésors que la nature sauvage rendait inaccessibles². Depuis les conquérants portugais jusqu'aux gouvernants du XX^e siècle, la forêt et les milieux naturels n'étaient pas considérés comme une richesse en soi (ou seulement de second ordre), mais plutôt comme un obstacle aux richesses valorisées socialement : la terre, le bétail, les minerais... Lorsque, dans les années 1970, le gouvernement militaire décide « d'intégrer » l'Amazonie dans l'espace national brésilien et lance des programmes de colonisation agricole, la forêt n'est pas perçue alors comme un « plein », de ressources naturelles ou de biodiversité, mais au contraire comme un « vide », un espace sans développement et sans modernité, au cœur duquel il s'agit de les y implanter³. Vide, vierge et sauvage, sont les trois termes qui semblent le mieux caractériser les représentations de la région amazonienne que se font les gouvernants à cette époque, et qui vont guider les plans de développement. Ce « vide » doit être comblé par la civilisation moderne, et par le moyen d'une occupation humaine et économique ultra-rationnalisée, telle que le plan de colonisation agricole le long de la Transamazonienne l'illustre de façon emblématique. Mais sous l'apparente rationalité des plans d'occupation de la région dressés sous le gouvernement militaire, avec leurs routes, leurs villes, leurs quadrillages de lots de terre à distribuer, l'entreprise n'était pas dénuée d'une certaine utopie. Or, tout le soin apporté par les planificateurs de l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA) dans l'élaboration d'un programme intégré de colonisation agricole, depuis le recrutement des colons jusqu'à l'organisation de la commercialisation en passant par la programmation d'un habitat de type urbain pour les accueillir ne pouvait résister à l'épreuve de la réalité – naturelle d'une part, car le tracé bien quadrillé des parcelles ignorait les reliefs et les points d'eau ; sociale d'autre part, car les colons qui se sont installés dans la région ne se sont pas transformés du jour au lendemain en agriculteurs prospères pouvant se permettre de vivre dans les noyaux urbains prévus pour eux, éloignés de leurs parcelles agricoles et sans transport pour s'y rendre. Quoi de plus utopique, au sens premier de « sans lieu », que cette politique de colonisation qui ignore les lieux comme l'histoire ?

Le caractère « vierge » prêté à ces territoires est, quant à lui, intrinsèquement lié à l'histoire et à la nature des rapports sociaux dans les régions d'occupation ancienne. L'Amazonie représentait, comme presque toute région entreprise dans un objectif colonial, une « nouvelle chance » à la fois pour le gouvernement et pour les individus qui s'y sont aventurés. Pour le gouvernement, l'enjeu était de se forger une légitimité politique dans un contexte social très tendu à la suite des sécheresses qui sévissaient dans la région Nordeste⁴. La Transamazonienne et les projets de colonisation agricole encadrés par l'Etat ont

¹ Ricardo Uztarroz et Jean-Jacques Sévilla, *Amazonie. La foire d'empoigne*, Collection Autrement, numéro HS 49, 1990.

² Le film de W. Herzog « Aguirre ou la colère de Dieu » (1982) représente bien la dérive des conquistadors européens qui affrontent une nature hostile tout en rêvant d'or et de richesses.

³ Jusqu'à aujourd'hui, ce qui se paie quand on achète un terrain en Amazonie, c'est le défrichement, le travail de l'homme, et ce n'est que ces dernières années, avec la notion de « services écologiques » que le « travail de la nature », si l'on peut dire, tente d'être valorisé lui aussi, afin de faire obstacle aux défrichements.

⁴ Les sécheresses sont récurrentes dans la région Nordeste du Brésil. En 1970, 1,8 millions de personnes se sont retrouvées au bord de la famine (Clóvis CAVALCANTI, «A seca do Nordeste brasileiro: uma visão de estudos e

ainsi constitué un moment à part, singulier, dans l'histoire de la colonisation interne du Brésil où, pour un temps relativement court, les moyens de l'Etat étaient orientés dans ces territoires marginaux vers l'émergence d'une société moins inégalitaire. Les colons eux-mêmes qui s'y sont aventurés les percevaient comme indemnes des pesanteurs sociales des régions d'occupation ancienne. De la même façon que sur une terre « vierge » parce que fraîchement déboisée, les cultures trouvent dans le sol l'énergie pour croître plus vigoureusement⁵, la société toute entière devait trouver dans ses marges un nouvel élan. Mais le rêve d'une terre à soi ou d'une nouvelle chance dans les villes émergentes n'était pas à la portée de tous et cette utopie s'est révélée être, pour bon nombre de colons, un mirage. Ainsi la colonisation a-t-elle créé des invisibilités successives : en premier lieu celle des populations amérindiennes et traditionnelles⁶ car le projet d'une société moins inégalitaire ne les incluait pas ; ensuite celle des migrants qui n'ont pas atteint leur but et qui ont gonflé les villes nouvelles de quartiers d'habitat précaires. Rapidement, les villes de la colonisation agricole sont devenues les vitrines de quelques succès, mais aussi des lieux de l'attente indéfinie de lendemains meilleurs. Certains ont fini par rebondir ou du moins se maintenir, d'autres ont sombré dans la précarisation. Et les problèmes sociaux de ces villes de la colonisation interne se sont ajoutés aux impacts environnementaux.

Ce chapitre traite d'une forme de colonisation « interne », qui se déroule à l'intérieur d'une même entité nationale. Ce cas qui peut apparaître comme « limite », nous invite toutefois à réfléchir plus globalement sur ce qui constitue le rapport colonial, le rôle et le modèle de l'urbain, les utopies ou idéologies qui leur sont sous-jacentes et leurs « angles morts », ce qu'elles laissent dans l'invisible.

Pour commencer, la colonisation se définit comme « une occupation, exploitation, mise en tutelle d'un territoire sous-développé et sous-peuplé par les ressortissants d'une métropole »⁷. Le caractère externe n'apparaît pas comme un critère irréductible dans cette définition, car la métropole n'est pas nécessairement située au-delà des frontières politiques. Un rapport colonial s'instaure dès lors que deux espaces sociaux et économiques sont nettement hétérogènes et que l'un s'emploie à prendre le contrôle de l'autre. Pour P. Calvert⁸, adoptant une perspective marxiste, la colonisation interne est un élément constitutif du rapport colonial : sous le prétexte du développement, les élites nationales se font le relais de l'expansion coloniale internationale, quand bien même elles en captent les premiers bénéfices. Marx et Engels n'exprimaient pas autre chose dans le Manifeste du parti communiste (1848), où ils établissaient un parallèle entre la colonisation de la campagne par la ville, et celle des peuples des autres continents par les Occidentaux :

La bourgeoisie a soumis la campagne à la domination de la ville. Elle a créé d'énormes cités ; elle a prodigieusement augmenté les chiffres de population des villes par rapport à la campagne, et, par-là, elle a arraché une partie importante de la population à l'abrutissement de la vie des champs. De même qu'elle a subordonné la campagne à la ville, elle a rendu dépendants les pays barbares ou demi-barbares des pays civilisés, les peuples de paysans des peuples de bourgeois, l'Orient de l'Occident⁹.

pesquisas elaborados em um século de produção de conhecimento”, in Revista Econômica do Nordeste, Fortaleza, vol 19, n° 1, p. 97-126, jan./mar. 1988).

⁵ En milieu tropical, les conditions climatiques et l'absence de recours en général à des techniques de fertilisation des sols font que ceux-ci s'épuisent rapidement ; la baisse de la fertilité est compensée dans cette agriculture traditionnelle par l'ouverture de nouveaux abattis, auxquels on met le feu, et l'abandon des anciennes terres cultivées.

⁶ La notion de « populations traditionnelles » au Brésil regroupe les populations amérindiennes, les descendants d'esclaves fugitifs et différentes populations métisses ; elle est moins restrictive que la notion de « populations autochtones » et son emploi vise généralement à contourner les controverses qui touchent cette dernière notion.

⁷ Dictionnaire de l'Académie française/ATLIF, <<http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>>, [Consulté en juin 2012].

⁸ Peter Calvert, *Internal colonisation, development and environment*, Third World Quarterly, vol 22, n° 1, p. 51-63, 2001.

⁹ Karl Marx et Friedrich Engels dans le Manifeste du parti communiste (1848),

<http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/manifeste_communiste/Manifeste_communiste.pdf>

La soumission de la campagne par la ville est ainsi associée à une forme de colonialisme interne, dont la dynamique est en définitive de même nature que celle de l'expansion coloniale sur les autres continents¹⁰. On peut même ajouter qu'il existe une complémentarité entre les deux types de « subordination » pour reprendre les termes de Marx et Engels, c'est ce qui fonde la notion de *rapport colonial*. Il en est ainsi de la colonisation agricole par l'expansion de fronts pionniers. La mise en culture de nouveaux territoires se fait au bénéfice des agglomérations métropolitaines lointaines, et les noyaux urbains qui émergent, prospèrent et parfois dépérissent sur les fronts pionniers sont étroitement dépendants de ces centres urbains distants. Mais eux-mêmes s'insèrent dans des réseaux économiques mondialisés, dont les prémices sont concomitantes de l'expansion coloniale. Les fluctuations de cette économie mondiale suscite des « cycles » d'exploitation de produits qui entraînent dans ces régions marginales des moments d'expansion économique et spatiale, et des moments de reflux. Ainsi, entre l'époque de la conquête et le XIX^e siècle, l'Amazonie a fourni quelques produits forestiers (essences, aromates, noix, fruits, peaux...), puis au XIX^e siècle, le caoutchouc naturel dont l'Amazonie était pendant un temps le producteur exclusif, et enfin à partir des années 1960 la région a été choisie par les gouvernements de l'époque comme espace d'expansion de l'élevage bovin, d'exploitation forestière et d'extraction minière. La logique d'exploitation des ressources au cours de ces différentes époques est typiquement celle d'une colonisation de conquête, telle qu'elle était mise en œuvre par les « *bandeirantes* »¹¹. Ces explorateurs et aventuriers étaient chargés de pénétrer les territoires inconnus pour y soumettre les populations et en rapporter des richesses. Ils ne cherchaient pas à s'y établir durablement et s'attachaient avant tout à instaurer des réseaux d'écoulement des produits ayant une valeur économique. Ce n'est qu'au XIX^e siècle, avec l'éphémère économie du caoutchouc, que les richesses générées ont été suffisamment importantes pour attirer davantage d'hommes et favoriser l'essor de villes, en particulier Manaus et Belém¹². Puis, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, lorsque le gouvernement a lancé ses programmes de colonisation agricole et d'urbanisme rural, la ville est devenue un véritable instrument d'occupation du territoire et les flux de biens n'ont plus alimenté seulement les villes lointaines, mais aussi la croissance urbaine locale. Or, cet essor urbain en Amazonie a conduit inexorablement à une transformation du modèle de colonisation : d'une colonisation de type *bandeirante*, *i.e.* de conquête, la société pionnière a évolué vers une colonisation « de peuplement », pour reprendre les deux grands types de colonisation idéalisés par Viana Moog (1954)¹³. Ce chapitre analyse les conséquences de ces transformations à différents moments de l'histoire récente de la région et les contradictions qui résultent de représentations divergentes de ce que devrait être l'Amazonie. Deux grandes utopies (ou modèles idéaux) sont confrontés : l'utopie moderniste et l'utopie naturaliste.

La ville des planificateurs de l'Institut national de colonisation et de la réforme agraire (INCRA) ignorait la nature ; on peut supposer que dans la pensée positiviste sous-jacente, il s'agissait de démystifier la vision romantique de la forêt qui lui prête une puissance capable de vaincre les desseins des hommes. À l'inverse, les villes sont restées le point aveugle des défenseurs de la forêt amazonienne ; pour les organisations écologistes l'enjeu est de préserver les espèces et les espaces sauvages¹⁴ et lorsque la ville est considérée, c'est généralement pour en dénoncer les effets destructeurs ou démultiplicateurs de pollutions. C'est par les villes que le gouvernement militaire voulait apporter la modernité dans la région ; or ce sont à la fois les villes et la conception même de cette modernité comme fondement légitime de la société qui sont remises en cause dans la période ultérieure.

¹⁰ On notera que les auteurs ne semblent pas condamner radicalement la progressive suprématie de la ville, puisque le développement du capitalisme permet « d'arracher à l'abrutissement des champs ».

¹¹ Viana Moog, *Bandeirantes e pioneiros. Paralelo entre duas cultura*. [1954], Porto Alegre, Globo, 1961.

¹² Voir illustration 40 à l'adresse suivante : <http://villesinvisibles.misha.fr/illustrations_chap3.htm>

¹³ Viana Moog, *op. cit.*

¹⁴ Voir les sites Internet les plus connus, par exemple Greenpeace.

Après avoir exposé les grands principes organisateurs et les représentations sous-jacentes de la ville (et en creux de la nature) dans le modèle de colonisation initial, nous nous intéresserons aux représentations « savantes » issues des sciences sociales et comment celles-ci entrent en contradiction avec les représentations subjectives, celles des colons et pionniers habitants les villes amazoniennes. La mise en regard de ces différents types de perception de la ville correspond par ailleurs à ce qu'Henri Lefebvre¹⁵ distingue comme espace perçu (en l'occurrence celui que les sciences sociales tentent d'objectiver), espace conçu (celui des planificateurs) et espace vécu (celui des colons migrants). Au-delà de l'enjeu scientifique de la définition de ce qu'est une ville, particulièrement dans un tel contexte, transparait la dimension politique d'une telle question et les enjeux de reconnaissance du statut de ceux qui vivent là. L'analyse suivra l'évolution du temps et donnera quelques clés pour comprendre pourquoi les villes de la colonisation ont paru dans un premier temps se solder par un échec, pour finalement connaître une croissance soutenue pendant plusieurs décennies. En l'occurrence, le cas des projets de colonisation et d'urbanisme rural en Amazonie met en évidence le rôle des temporalités. Parce que la colonisation génère des flux d'hommes et de marchandises, qu'elle est particulièrement perméable aux cycles économiques, mais aussi qu'elle favorise la circulation d'idéaux et de valeurs, des renversements de situation se produisent ; ceux qui étaient socialement visibles/valorisés, peuvent devenir socialement invisibles/dévalorisés, et inversement. Le pivot de cette inversion se situe entre les deux utopies opposées, la première, moderniste et la seconde, naturaliste. C'est ce que nous analysons dans la troisième partie.

L'urbanisme rural de l'INCRA

Le plan d'occupation et la hiérarchie urbaine

Depuis l'arrivée au pouvoir des militaires en 1964, le gouvernement veut occuper l'Amazonie. Les premiers plans d'occupation sont lancés en 1966, mais c'est en 1970 qu'une occupation d'envergure est envisagée, avec la création de plusieurs pôles de colonisation agricole dans toute l'Amazonie¹⁶. La Transamazonienne est sans doute le projet le plus emblématique : il s'agit en effet d'une route qui relie la pointe la plus orientale du Nordeste (João Pessoa) jusqu'au cœur de l'Amazonie. Elle marque ainsi la volonté des militaires d'organiser un flux migratoire depuis ces régions frappées par la sécheresse où de nombreux paysans sans terre souffrent de disette, vers ces terres qu'ils perçoivent comme sous exploitées. Le long de cette route, autour des pôles de colonisation, le gouvernement confie à l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA), le soin d'organiser l'occupation des terres par les familles d'agriculteurs. Or, l'INCRA ne va pas se contenter de distribuer des lopins de terre.

Dès l'origine, l'urbain occupe une place importante dans le projet de colonisation, d'autant plus que l'INCRA attribue l'échec de projets antérieurs, implantés dans d'autres régions, au manque de structures urbaines suffisamment développées. La ville est, dans toutes les circonstances, l'instrument privilégié de la colonisation. « Construire la ville, c'est construire la société » affirment les géographes G. Massiah et J.F. Tribillon¹⁷. Non seulement les villes existantes servent de « têtes de pont » à l'organisation de l'espace et des territoires en cours de conquête, mais l'édification de villes nouvelles comme la création de nouveaux quartiers dans les villes existantes (comme à Altamira ou Itaituba) symbolisent un nouvel ordre social que l'on veut faire advenir. L'INCRA conçoit ainsi un modèle où les noyaux urbains hiérarchisés organisent d'emblée le territoire et permettent de retenir « ceux qui ont démontré leur capacité d'entreprise »¹⁸. Un document de 1973 expose l'idéologie sous-jacente à cet aménagement de

¹⁵ Henri Lefebvre, *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000.

¹⁶ Voir illustration 40 à l'adresse suivante : <http://villesinvisibles.misha.fr/illustrations_chap3.htm>

¹⁷ Gustave Massiah et Jean-François Tribillon, *Villes en développement*, Paris, Ed. La découverte, 1987, p. 38.

¹⁸ Camargo José Geraldo da Cunha. *Urbanismo rural*, Brasília, DF: Gráfica Gutemberg, 1973, p. 3.

l'espace : la ville est, dans cette conception, « le lieu où certains ruraux ont le courage de s'extraire d'une vie primitive pour habiter dans l'environnement civilisé de la ville »¹⁹.

Ce ne sont pas juste quelques villes, mais bien toute une hiérarchie urbaine qui est ainsi envisagée. À la base, l'agrovillage est encore un petit centre au caractère rural – on ne lui reconnaît pas le statut de ville, ni au sens politico-administratif, ni au sens économique. Ces agrovillages, qui sont prévus pour rassembler entre 100 et 300 familles, doivent permettre l'intégration sociale des familles des colons, en leur fournissant des conditions de vie « dignes d'une société civilisée »²⁰. Au-dessus de l'agrovillage, l'agropole doit fournir des services socioculturels, commerciaux et des infrastructures techniques plus diversifiées. Les services qu'elle offre ne sont plus exclusivement orientés vers les besoins de l'agriculture, mais sont plus diversifiés ; situées en bordure des routes principales, les agropoles sont prévues pour satisfaire les besoins des voyageurs (garages, hôtels et restaurants, etc.). Au niveau supérieur, l'agropole est prévue pour accueillir de 300 à 600 familles, tout en prévoyant son expansion future. Enfin, au sommet de cette hiérarchie urbaine, la ruropole est une véritable ville : elle dispose de tous les services publics et des administrations décentralisées, des services de santé et d'éducation plus spécialisés, des commerces plus diversifiés, des services de divertissement, etc., et est prévue pour accueillir 20.000 habitants, avec des possibilités d'extension.

Chacun des détails est envisagé, quantifié, par les planificateurs : le nombre d'habitants, mais aussi le rayon d'influence de chacun de ces centres urbains et la distance qui est censée les séparer. Ainsi, les agropoles doivent exercer leur influence sur un rayon de 10 km², ou sur 8 à 12 agrovillages. Les ruropoles sont prévues quant à elles pour exercer leur influence dans un rayon de 70 à 120 km. Les centres urbains plus anciens eux-mêmes doivent être « revitalisés », autrement dit connaître une profonde transformation avec l'arrivée massive de ces migrants. Tel fut le cas pour Altamira, où fut établi l'un des centres administratifs de l'INCRA. En quelques années, la petite ville de pêcheurs, relais commercial d'une exploitation du caoutchouc tombée en déclin, est devenue un centre régional agité, où se sont établis les commerçants et grands propriétaires, rejoints bientôt par les patrons de scieries et leurs employés.

On peut noter en passant que l'association de l'urbanité et de la civilisation semble consubstantielle de l'utopie – ou de la modernité. En effet, dans *Utopia*, T. More²¹ imaginait une île parsemée de 54 villes « magnifiques et spacieuses », toutes bâties sur le même plan et dotées des mêmes services. Loin d'être détachées de leur environnement rural, leurs habitants étaient tenus de consacrer une partie de leur temps aux activités agricoles, pour être libres ensuite de profiter de la ville, lieu des arts et loisirs. On retrouve une conception similaire des rôles de la ville dans les plans d'urbanisme rural.

Utopie du positivisme et violence

Dans un pays très marqué par le positivisme²², l'espace amazonien réputé vide a favorisé de la part des planificateurs des projections qui semblaient défier les contraintes physiques mais aussi sociales. Le tracé de la Transamazonienne est un exemple parfait de la façon dont les populations traditionnelles tout autant que les réalités de la nature ont été méprisées. Aucun relevé topographique n'a été effectué au préalable – les reliefs, les cours d'eau pourtant nombreux, qui pouvaient perturber leurs plans, ont été ignorés. De même, ce n'est qu'après les travaux d'ouverture de la route et les confrontations avec quelques groupes indigènes que les autorités ont été contraintes de prendre en compte leur présence.

¹⁹ *Ibid.*, p. 3.

²⁰ *Ibid.*, p. 4.

²¹ Thomas More, *L'utopie ou Le Traité de la meilleure forme de gouvernement* (1516), <http://classiques.uqac.ca/classiques/More_thomas/more_thomas.html>

²² Uztarroz, *op. cit.*

Entre temps, au cours des années 1980, sont organisées des « expéditions » pour « chasser et exterminer les indiens Uruéu-wau-wau au Rondônia et Arara au Pará pour venger un parent tué ou enlevé, ou pour « nettoyer » le territoire »²³.

Il est commun que l'entreprise coloniale ignore superbement la réalité locale pour y imposer la sienne – la ville coloniale, comme tout plan d'aménagement colonial, son emplacement et son organisation, résulte toujours d'une projection extérieure ; la décision qui la crée est formulée loin de la réalité locale, dans des bureaux de la capitale, et s'impose au territoire qui la subit. Il ne faut cependant pas se méprendre : « *lorsque le modèle colonial travaille dans la méconnaissance, il le fait souvent en connaissance de cause !* »²⁴.

Trois facteurs permettent de comprendre les rationalités à l'œuvre et leurs dimensions utopiques. D'une part, dans la pensée positiviste, la maîtrise de la nature est une affaire de sciences : nul doute que cet immense espace pouvait être dompté par l'application adéquate des sciences et des techniques, notamment d'aménagement. Cet excès de rationalisme et de positivisme apparaît a posteriori comme tout à fait utopique, il est pourtant très présent dans la pensée d'alors puisque c'est à cette même époque qu'est construite la nouvelle capitale du pays, Brasília.

D'autre part, les populations autochtones ne représentaient à leurs yeux qu'un mode de vie archaïque et incapable de « mettre en valeur » l'Amazonie. Le mot d'ordre est « modernisation et développement », et non pas conservation. Tandis que pendant des siècles, la pénétration de la région s'était opérée par les fleuves autour desquels s'organisaient toutes les circulations et qui constituaient de véritables milieux de vie pour les populations locales, la colonisation a apporté une rupture radicale avec l'ouverture de routes. Les villes fluviales traversées par le tracé de la Transamazonienne (ex. Altamira, Marabá) ont été profondément bouleversées ; les nouveaux quartiers ont tourné résolument le dos au fleuve dont le rôle dans l'activité économique n'a cessé de décroître, tandis que croissait le commerce et les services autour de la route.

Troisième point, pour les planificateurs, l'utopie ne consistait pas simplement à maîtriser l'aménagement de l'espace, mais aussi les dimensions sociales de cette occupation. Cet espace décrété vide devait permettre l'édification d'une société moins inégalitaire, où chacun (du moins aux premiers temps de la colonisation), devait bénéficier des mêmes chances de départ. Le dessin géométrique des parcelles rurales comme urbaines, toutes de taille égale, le soin que les agents de l'Institut de Colonisation mettaient à fournir aux premiers colons des maisons en tout point égales²⁵, illustre cette volonté d'égalitarisme. Le rationalisme utopique s'illustre aussi dans la volonté de l'Institut de sélectionner scrupuleusement les candidats, en « quantité, qualité et type » afin de fonder des communautés « capables d'atteindre un développement optimal sur le plan social, culturel et économique »²⁶. La conception de la communauté qui transparait de ces programmes est celle d'une addition d'individus idéaux qui en exploitant les ressources de manière rationnelle créeront les conditions nécessaires à un développement rapide. L'égalitarisme des conditions est à relier ainsi à une conception fondamentalement libérale, où « l'esprit pionnier » d'entreprise devait être récompensé. Ceux qui démontraient leurs capacités pouvaient ainsi, selon les plans de l'INCRA, obtenir plus de terres et former des parcelles (« lots » selon l'appellation locale) plus grandes. L'égalitarisme avait néanmoins

²³ J. Souza Martins, « A vida privada nas áreas de expansão da sociedade brasileira », in Lilia Moritz Schwarcz (org.), *História da vida privada no Brasil*, vol. 4, [1a. edição: 1999], 3a. reimpressão, Companhia das Letras, São Paulo, 2004, p. 659-726. (les traductions sont de moi).

²⁴ Massiah et Tribillon, *op. cit.*, p. 38.

²⁵ Emilio F. Moran, *Developing the Amazon*, Bloomington, Indiana University Press, 1981.

²⁶ Camargo, *op. cit.*, p. 2.

une limite : l'inclusion des populations locales, amérindiens ou *caboclos*²⁷ n'était pas prévue. L'entreprise de colonisation s'adressait avant tout aux paysans sans terre des régions Nordeste ou aux petits agriculteurs du Sud, et les terres amazoniennes devaient permettre d'apaiser les tensions sociales dans ces régions d'occupation ancienne. Pourtant, la situation favorable pour ces petits paysans recrutés par l'INCRA s'est rapidement renversée lorsque l'organisme a perdu progressivement le pouvoir d'organiser ces territoires²⁸. Dès les années 1980, les petits agriculteurs ne représentaient plus le fer de lance de l'occupation économique et de la modernisation de la région ; le gouvernement Figueiredo (1979-1985) a réorienté sa politique de développement en faveur des grands projets et de l'extraction de minerais. Ce changement s'est traduit par une dégradation des infrastructures locales et de nombreuses difficultés pour l'agriculture ; rapidement, s'est produite une croissance désordonnée des villes²⁹.

Les transformations du plan de colonisation et l'invisibilité des villes

Des villes au statut contesté

Très rapidement, l'implantation de ce plan d'urbanisme rural s'est révélé un échec. Plusieurs facteurs sont en cause : la construction ex-nihilo de tous ces villages et villes nécessitait des moyens considérables dont l'INCRA était dépourvu. La construction des maisons était trop lente, revenait trop cher et en définitive, les colons si bien sélectionnés pour former une nouvelle classe moyenne d'agriculteurs préféraient vivre sur leurs parcelles rurales plutôt que dans les villes et les villages, afin de s'épargner des trajets coûteux en temps et en efforts. Dès 1973, l'INCRA commençait à se retirer de ce plan d'urbanisme.

Pourtant, trente ans plus tard, non seulement les agrovillages et petites villes planifiées n'ont pas disparus, mais d'autres ont vu le jour en dehors de la planification. Dans un premier temps, certaines de ces fondations de ville en dehors du plan prévu par l'INCRA furent démantelées par les militaires : il s'agissait de respecter l'ordre prévu. Mais les colons ont résisté, ils les ont rebâties et deux de ces localités qui ne devaient être que des agrovillages sont devenues des sièges de communes³⁰.

²⁷ Métis d'amérindiens et de colons blancs, généralement des portugais.

²⁸ Emilio F. Moran, *op. cit.*

²⁹ Laurence Granchamp Florentino, *Urbanisation, stratégies familiales et multipolarité rurale-urbaine sur la Transamazonienne*, Thèse de doctorat en socioéconomie du développement (I. Sachs directeur), EHESS, Paris, 2001.

³⁰ Lorsqu'une localité atteint le seuil de 2000 habitants, elle peut réclamer le démembrement d'une partie du territoire du chef-lieu dont elle relève ; ce processus est dénommé « émancipation » municipale. Les arguments d'éloignement et de difficultés pour rejoindre le chef-lieu administratif ont souvent été avancés pour justifier ces nouvelles subdivisions territoriales, administratives et politiques.

Tableau 1 - Croissance urbaine de quelques-uns des municipes de la Transamazonienne, 1970-2010.

Municipe (commune)	1970	1980	1991	2000	2010
Anapu	-	-	-	3 083	9 833
Altamira	5 905	26 905	50 145	62 285	84 092
Brasil Novo	-	-	-	4 371	6 899
Medicilândia	-	-	3 109	6 759	9 559
Itaituba	3 776	20 927	62 186	64 486	70 682
Pacaja	-	-	4 160	7 604	13 747
Novo Repartimento	-	-	-	15 524	27 950
Placas	-	-	-	3 534	4 854
Ruropolis	-	-	3 900	8 419	15 273
Uruara	-	-	5 767	13 166	24 430

Source IBGE, 2013.

(note : les données n'existent qu'à partir du moment où le municipe est créé, donc démembré du territoire auquel il était rattaché auparavant. On peut se rendre compte de la rapidité de la croissance entre la première estimation et les chiffres du dernier recensement).

Toutefois, le statut de ces villes fait débat. La définition de la ville au sens politico-administratif découle d'une loi de 1980 qui définit comme urbains tous les sièges politiques et administratifs de communes (les « municípios »). Ce choix conduit à gonfler les taux d'urbanisation dans les statistiques, qui présentent alors des taux comparables à ceux de l'Europe. Certains auteurs comme J.E. Da Veiga³¹ critiquent la définition de l'IBGE, et excluent de l'urbanité les villes en dessous d'un certain seuil d'habitants ; le Brésil apparaît alors comme bien plus rural qu'il ne se l'imagine. Selon cet auteur, 4 à 5000 communes à l'échelle du pays, dont une partie non négligeable en Amazonie, ne devraient pas être enregistrées comme des « villes » du fait de la faible densité d'habitants ou la faible diversité des services qu'elles offrent. Elles ne seraient donc que des « villes imaginaires ». Bien entendu, Max Weber rappelait déjà dans *La ville*, qu'« à elle seule, la taille n'est pas un critère décisif »³². Il existait en Russie des « villages » de plusieurs milliers d'habitants, alors que certaines « villes » anciennes ne comptaient que quelques centaines d'habitants. En Amazonie, comme le relève D. Sawyer³³, certaines villes, avec peu de population, exercent d'importantes fonctions urbaines au niveau local, en polarisant des centaines de milliers de kilomètres carrés. Enfin, il ne faut pas seulement considérer les chiffres à un moment donné, mais la dynamique, particulièrement dans ces territoires en formation³⁴.

Ultérieurement, ces villes se sont vues contester leur urbanité non plus seulement pour le nombre de leurs habitants mais pour leur qualité. Le tableau 1 montre en effet qu'entre les années 1980-90 (où cette critique a été le plus clairement formulée) et 2010, plus d'une ville a dépassé les 10.000 habitants. Cette croissance effrénée a conduit à une « urbanisation sans urbanisme »³⁵ typique du township ou du bidonville, qui apparaît aux antipodes de la notion de ville telle qu'elle a été forgée dans le contexte européen, et qui contient une forme d'invisibilisation de ces villes.

³¹ José Eli da Veiga, *Cidades imaginárias. O Brasil é menos urbano do que se calcula*, Campinas, São Paulo, Editora Autores Associados, 2002.

³² Max Weber, *La ville*, extrait du 2^e tome *Economie et Société* (1921), traduction française : Aubier, 1982, p. 18.

³³ Donald Sawyer, "Urbanização da fronteira agrícola no Brasil", in Lena Lavinias (org.), *A urbanização da Fronteira*, vol 2, Rio de Janeiro, Publipur/UFRJ, 1986, p. 43-57.

³⁴ Bertha Becker, "Fronteira e urbanização repesadas" in *Revista Brasileira de Geografia*, 47 (3-4), 1985, p. 357-371.

³⁵ Thierry Paquot, *Terre urbaine. Cinq défis pour le devenir urbain de la planète*, La découverte, 2006.

La ville pionnière est à la fois la vitrine des réussites sociales et le lieu où échouent ceux qui ont connu des revers de fortune ou n'ont jamais atteint la gloire et la réussite qui les avaient conduit jusque dans ces régions excentrées. Ces derniers, en venant grossir les quartiers d'habitation spontanée, ont suscité des représentations critiques de la ville pionnière, comme le lieu du reflux et d'une double exclusion : l'exclusion du rural environnant approprié par de plus puissants et le reflux des grandes métropoles qui ne peuvent plus absorber toutes les misères rurales et urbaines. Les villes de la frontière sont alors présentées comme des « fragments de modernités »³⁶ et de maigres compensations pour ces travailleurs ruraux exclus de la terre³⁷. Le fait que ces villes abritent des « déclassés » participe de ce phénomène d'invisibilisation de ces noyaux urbains auxquels on ne reconnaît pas le plein statut de ville.

Sans doute ces conceptions savantes de la ville révèlent-elles une part d'illusions des représentations des acteurs, habitants de ces régions de fronts pionniers, et occultent, simultanément, les dimensions subjectives, et notamment l'imaginaire collectif qui constitue un moteur tout aussi puissant de transformations que les cycles économiques qui ont contribué à façonner la frontière.

La colonisation remplit toujours des fonctions complexes, qui ne peuvent être dissociées de la reproduction des intérêts du capital non seulement national, mais aussi international³⁸. L'évolution de ces intérêts se manifeste par les « cycles économiques », qui ont eu des effets particulièrement marqués sur la structuration de ces territoires de la frontière amazonienne. Cycle du cacao, du café, du bétail, des bois précieux³⁹, plus récemment du soja, chacune de ces productions a attiré dans la région de nouveaux arrivants, et les villes ont servi de refuge à bon nombre de paysans qui ont vendu leur terre de gré ou de force⁴⁰ – avec à la clé une explosion des problèmes d'insécurité voire d'insalubrité dans les quartiers périphériques des plus grandes villes comme Santarem ou Altamira. C'est ce qui donne le sentiment que la colonisation n'est jamais achevée, elle se poursuit par vagues, et tend à reproduire dans ces régions excentrées la configuration de la structure sociale et des rapports de classe existant dans l'ensemble de la société brésilienne. Tout cela semble bien loin de l'utopie initiale... pourtant, la migration introduit des ruptures aux conséquences insoupçonnées au départ. En effet, la migration permet de s'extraire des pesanteurs sociales des régions d'origine, elle favorise l'acquisition d'une autre vision du monde et fabrique ainsi un terreau propice à la résistance sociale.

Rêves d'ascension sociale dans les villes pionnières

Avoir foi dans l'expansion future, c'est le trait caractéristique des colons et migrants habitant dans ces villes. Ce qu'ils perçoivent des villes de la colonisation, c'est leur dynamisme. Tout particulièrement dans les premières années, ces villes existent davantage dans les rêves des pionniers que dans la réalité, qui est marquée par la violence et par des services urbains défailants ou absents. L'idée de ville n'existe qu'à travers le regroupement de personnes autour des églises et lieux de culte d'abord, puis des commerces. Cela ne les empêche pas d'éprouver le sentiment d'avoir une place à prendre, la possibilité de tirer leur épingle du jeu et d'améliorer leur situation par rapport à celle qu'elle était dans leur région d'origine. Le Brésil est familier des phénomènes de front pionnier, où en quelques années de nouvelles régions sont occupées, défrichées, cultivées et urbanisées. Aussi, certains ont-ils fait directement l'expérience de croissances urbaines très rapides, ou bien en ont-ils entendu le récit par

³⁶ José de Sousa Martins, *op. cit.*

³⁷ Jean Hébette, "Reprodução social e participação política na fronteira agrícola paraense : o caso da Transamazônica", in J. Hébette, S. Barbosa Magalhães, M. C. Maneschy (orgs.), *No mar, nos rios e na fronteira : faces do campesinato no Pará*, Belém, EDUFPA, 2002, p. 206-230.

³⁸ Peter Calvert, « Internal colonisation, development and environment », *Third World Quarterly*, vol 22, no. 1, 2001, pp. 51-63.

³⁹ Philippe Hamelin, "DurizaucacaosurlaTransamazonienne, Brésil", In Georges Dupré (org.), *Savoirs paysans et développement*, Paris, Karthala / ORSTOM, 1991, pp. 363-380.

⁴⁰ Les pratiques d'intimidation ou les assassinats de paysans « gênants » sont monnaie courante.

leurs parents et grands-parents⁴¹. Dans nos entretiens⁴², les habitants de ces villes exprimaient leur fierté de vivre dans un lieu en construction et en pleine croissance ; lorsqu'ils nous confiaient qu'ils avaient le sentiment de « grandir en même temps que la ville s'agrandissait », ils traduisaient tous leurs espoirs de mobilité sociale ascendante grâce à leur présence dans un lieu en plein essor⁴³. Une attitude symptomatique des pionniers, selon P. Monbeig, qui dans les années 1940, dans le sud du pays, observait déjà que « quel que soit le mécanisme de la création urbaine, les habitants d'un jeune patrimoine sont toujours persuadés de son brillant avenir : c'est une future capitale régionale ! »⁴⁴. Ce sont alors des capitales invisibles que les colons investissent de leurs rêves d'ascension sociale car elles n'existent que dans leur imagination et l'idée qu'ils se font de l'avenir.

La foi dans cet avenir a été alimentée non seulement par la rhétorique mais aussi par un ensemble de valeurs et attitudes profondément enracinées dans la culture et l'histoire du Brésil. La rhétorique très efficace illustrée particulièrement par le slogan « Des hommes sans terre pour une terre sans homme » a su attirer des milliers de migrants en dehors des plans officiels de colonisation, tous à la recherche d'une vie meilleure dans ces régions excentrées. Mais si ce slogan a si bien « pris », c'est qu'il faisait écho à un ensemble de traits typiques (un type idéal au sens de Max Weber), ceux des *bandeirantes*, les conquérants portugais qui sont à l'origine de la formation du Brésil. Dans un essai de 1954, Viana Moog comparait ces derniers aux pionniers nord-américains. Les Portugais ont débarqué dans le nouveau monde pour conquérir des richesses et du prestige avant de retourner chez eux. Leur but n'était pas de s'installer durablement. Cet esprit de conquête reposait sur l'exploitation des hommes (amérindiens et esclaves noirs) et des ressources naturelles jusqu'à épuisement, ils étaient peu soucieux de préserver les sols et l'environnement. Les *bandeirantes* se caractérisaient par leur désir d'enrichissement rapide, l'individualisme exacerbé, le peu de sens moral, et des préoccupations plus matérielles que spirituelles. Dans l'hémisphère nord en revanche, les européens ont débarqué avec l'intention de peupler, de s'installer et construire pour l'avenir. Les pionniers ont apporté avec eux l'éthique protestante décrite par M. Weber ; ils concevaient la vie davantage comme un devoir que comme un droit (contrairement aux *bandeirantes*) et croyaient en la perfectibilité de l'homme, notamment à travers la sphère économique, si bien qu'ils avaient un grand respect pour les valeurs économiques. Nous pouvons considérer qu'il s'agit des deux grandes logiques ou types idéaux de colonisation.

L'encouragement à la conquête des terres à travers les slogans en appelait à cet esprit *bandeirante* de conquête et d'exploitation⁴⁵. Pourtant, simultanément, la construction d'un réseau urbain supposé se développer relevait de l'autre logique de colonisation, celle du peuplement. De fait, la confrontation de ces deux logiques explique l'évolution de la région et les conflits apparus au fil des années. Bon nombre de petits paysans ont dû trouver la force de lutter pour leur terre, leurs droits, et même leur vie contre les grands propriétaires et leurs hommes de main, en particulier lorsque l'Etat s'est retiré ou a laissé s'installer des conflits entre catégories de producteurs. Ces luttes ont contribué à

⁴¹ Les régions amazoniennes sont celles qui ont été incorporées et donc touchées par le phénomène de front pionnier le plus tardivement ; au cours de la fin du XIXe et du XXe siècle, une autre expansion majeure s'est déroulée depuis l'Etat de São Paulo vers les Etats du Sud du Brésil. C'est l'expansion coloniale intérieure que décrit le géographe français P. Monbeig dans son ouvrage : Pierre Monbeig, *Pionniers et planteurs de São Paulo*, Paris, Armand Colin, 1952.

⁴² Entretiens réalisés entre 1995 et 1998, puis en 2003, dans les villes d'Altamira, Medicilandia, Uruará, Placas, et Rurópolis. Etat du Pará.

⁴³ Granchamp Florentino, *op. cit.*

⁴⁴ Pierre Monbeig, *Pionniers et planteurs de São Paulo*, Paris, Armand Colin, 1952, p. 309.

⁴⁵ Une stimulation renforcée par les incitations fiscales dont ont bénéficié les grands propriétaires pour implanter des élevages extensifs, et qui ne laissaient sur place qu'un gérant tandis qu'ils vivaient dans les grandes capitales, Belém pour les plus proches, Rio ou São Paulo pour les autres.

forger un esprit pionnier nouveau, non plus seulement individualiste, mais source d'organisation collective. L'expérience de la migration, à travers la rupture des liens de dépendance et de soumission des ruraux aux structures traditionnelles dans leurs régions d'origine, a favorisé l'émergence de cette résistance⁴⁶ qui a permis la formation d'organisations paysannes reconnues pour leur combativité. Mais le passage d'une logique de conquête prédatrice à une logique de peuplement et d'occupation durable contribue également à expliquer les transformations, et en particulier le développement des villes. Il en résulte un nouveau paradoxe : les villes sont le symbole de la stabilisation progressive du front pionnier, c'est-à-dire l'épuisement de l'esprit de conquête qui pousse les pionniers toujours plus loin, en même temps qu'elles continuent d'attirer des migrants à la recherche d'une « vie meilleure » à laquelle ces derniers espèrent généralement accéder rapidement, et si possible retourner d'où ils viennent, riches et donc respectés. La prépondérance progressive de la logique de colonisation de peuplement pourrait permettre de prendre davantage en considération la conservation de la nature, favoriser l'émergence d'un modèle d'occupation en phase avec le développement durable. Mais d'une part, bon nombre d'acteurs sont toujours animés par la logique de conquête, et d'autre part, l'Etat lui-même alimente un rapport colonial à ces territoires à travers les grands projets d'infrastructures, notamment les barrages hydroélectriques, qui sont imposés et divisent les populations locales. Ces grands projets actuels alimentent la croissance urbaine, notamment dans la région d'Altamira, à un rythme encore jamais atteint et suscitent polémiques et controverses en se légitimant par le biais du développement durable (fournir une énergie « propre »), tout en créant de nombreux problèmes environnementaux directement ou indirectement par la croissance urbaine, les défrichements, les pollutions... Tout se passe comme si cette tension entre utopie moderniste et utopie naturaliste ne pouvait être dépassée.

Utopie moderniste versus utopie naturaliste

La ville coloniale a été édifiée en faisant table rase de la nature qui lui préexistait, et les populations amérindiennes sont le point aveugle, invisible, de cette modernité instaurée. Mais à l'inverse, les défenseurs de la nature et des populations amérindiennes n'envisagent l'Amazonie que comme un espace forestier menacé par tout un ensemble d'agents extérieurs (chercheurs d'or, grands éleveurs, exploitants forestiers, petits agriculteurs,...) qui spolient les indiens de leur lieu de vie et de leurs ressources. Pour ces « naturalistes », les villes sont le point aveugle, rarement envisagé comme faisant partie de la réalité de l'Amazonie brésilienne contemporaine⁴⁷.

Dans une parfaite allégorie des *bandeirantes* (voir photo 1), le pionnier est le héros des gouvernants militaires, il affronte la nature sauvage pour construire le Brésil moderne en défrichant et en construisant des routes et des villes, enclaves de modernité et de civilisation au milieu de ce qui est perçu comme vide. La nature est évacuée de ces villes au point que la plupart des arbres originels sont abattus pour replanter des arbres « urbains », semblables à ceux que l'on peut rencontrer dans toutes les villes du Brésil. La plaque commémorative de l'ouverture de la Transamazonienne sur le tronc d'un arbre abattu (fig. 16) est en elle-même tout un symbole, de même que le texte qu'elle porte, particulièrement évocateur. Pour compléter, la seconde plaque est, elle, apposée sur un monument en béton (fig. 17), et parachève l'illustration de cette épopée moderniste qui bâtit la civilisation en repoussant le monde sauvage et naturel.

⁴⁶ J. Hébert, *Cruzando a fronteira. 30 anos de estudo do campesinato na Amazônia*, vol. 4, Belém, Editora universitária UFPA, 2004, voir notamment le chapitre p. 123 à 138.

⁴⁷ À telle enseigne que la plus connue des géographes au Brésil, Bertha Becker, titrait l'un de ses chapitres "Undoing Myths: the Amazon, an urbanized forest", in I. Sachs e M. Clusener-Godt (ed.), *Brazilian Perspectives on Sustainable development of the Amazon Region*, Paris, Unesco/Parthenon, 1995, p. 53-89).

De l'autre côté, l'Indien (ou amérindien) incarne pour les défenseurs de l'environnement un rapport respectueux, symbiotique à la nature, tandis que pour les gouvernants et les élites économiques coloniales⁴⁸, les indiens sont au contraire les représentants de formes de vie archaïque, et donc à ignorer. D'un côté, les « progressistes » pour qui la nature et les populations amérindiennes sont des points aveugles ; de l'autre, les « conservationnistes », qui font l'association entre écocide et ethnocide et le dénoncent sur la scène internationale. Ainsi P. Descola évoque-t-il cette confrontation résultant de la colonisation interne :

En Amazonie, l'accélération du processus d'expansion des fronts pionniers a été telle au cours des dernières décennies que bien peu de sociétés amérindiennes échappent désormais aux effets directs ou indirects de la colonisation interne. Tant les progrès d'une déforestation parfois irréversible que la déculturation brutale et l'expropriation des ultimes sociétés tribales sont considérés par beaucoup de gouvernements latino-américains comme le prix à payer pour engager leurs pays sur la voie du développement par la mise en valeur des ressources naturelles. Face à cette politique de conquête économique de l'Amazonie et de ses populations tribales, une réaction « conservationniste » commence à émerger en Amérique du Sud, largement alimentée par les cris d'alarme des experts occidentaux (...) ⁴⁹.

Cependant, P. Descola dénonce le curieux paradoxe qui conduit à « naturaliser » les amérindiens en estimant qu'ils sont dominés par la nature et dépourvus de technologies capables de leur assurer leur subsistance, et leur transformation en « naturalistes » dotés d'un savoir ésotérique sur les plantes ou le milieu forestier. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'une façon de réduire les sociétés amérindiennes à la nature. Cela contribue à expliquer l'ignorance dans laquelle ils ont été tenus par les projets de colonisation. Les indiens sont supposés vivre dans les territoires indigènes dont les limites sont fréquemment l'objet de conflits avec les colons, ce qui suscite au moment des campagnes électorales des discours racistes de la part de politiciens usant de la pire des démagogies⁵⁰. Leur « assignation » au monde naturel par les colons se perçoit également dans leur folklorisation : dans les manifestations culturelles locales, l'Indien est souvent représenté comme le premier habitant qui aurait été chassé de la nature comme Adam et Eve l'ont été du Paradis ; les enfants des colons qui montent ces petites pièces et spectacles dansés associent le plus souvent la destruction des Indiens et celle de la nature pour amener leurs aînés à penser un autre rapport à la nature.

De fait, les « bâtisseurs » et défricheurs d'hier, ne sont plus les héros d'aujourd'hui ; désormais, abattre la forêt est mal perçu par une large part de la société (et légalement répréhensible). La contestation dont P. Descola observait l'essor a fini par porter quelques fruits. Des lois, des réglementations, des « plans de développement durable » visent à contenir la déforestation. Les pionniers, de plus en plus perçus dans l'opinion internationale comme les fers de lance d'un capitalisme hyper-prédateur vis-à-vis des ressources naturelles n'ont plus la cote. L'histoire semble inverser le sens de la modernité⁵¹.

⁴⁸ C'est-à-dire principalement les investisseurs provenant des régions sud et sud-est du Brésil.

⁴⁹ Philippe Descola, « De l'indien naturalisé à l'indien naturaliste : société amazonienne sous le regard de l'Occident », in A. Cadoret (dir.), *Protection de la nature : histoire et idéologie. De la nature à l'environnement*, L'Harmattan, 1985, p. 222.

⁵⁰ Notamment à propos d'un conflit sur la délimitation de la réserve des indiens Arara, dans le *município* d'Uruará, sur laquelle les colons ont empiété et dont ils se sont progressivement appropriés les terres ; en procès depuis plus de vingt ans, les colons sont régulièrement condamnés par la justice à quitter le territoire indigène mais résistent. Du pain béni pour les politiciens soucieux de séduire cet électorat...

⁵¹ Voir sur l'émergence d'une nouvelle modernité et identité pour ces populations dites traditionnelles F. Pinton et C. Aubertin « Populations traditionnelles : enquête de frontière », in C. Albaladejo et X. Arnauld de Sartre (dir.), *L'Amazonie brésilienne et le développement durable*, L'Harmattan, 2005, p. 159-178.

Existe-t-il un modèle de ville compatible avec l'utopie naturaliste ?

Cette question est d'autant plus problématique qu'aujourd'hui les villes (et notamment Altamira) connaissent l'essor le plus fort de leur histoire, tandis que la population rurale décline dans de nombreux municipes – comme si s'achevait un mouvement « d'enclosure », c'est-à-dire d'appropriation des ressources⁵². Les pionniers ne sont plus utiles, ils retombent dans une catégorie dominée, ils deviennent à leur tour des invisibles. Ils sont noyés dans la masse des nouveaux arrivants, ou sont reconvertis au salariat pour les nouveaux grands projets de « l'hydrobusiness ».

Dans ce contexte, la question de savoir dans quelle mesure la ville serait capable d'incarner le développement durable se pose. La ville peut-elle être un moyen assurant la transition vers des modes d'occupation et d'usage des ressources davantage compatibles avec le développement durable ? L'habitat urbain, en concentrant les populations dans un espace plus limité ne serait-il pas un bon moyen de limiter les défrichements ? La réalisation d'un tel projet (une nouvelle utopie ?) se heurte néanmoins à différents obstacles, au premier rang desquels la persistance de la confrontation de logiques d'exploitation des ressources contre celles qui ont émergé des luttes sociales régionales, qualifiées de « socioenvironnementales ».

La ville s'est nourrie de la destruction et de la transformation de la nature – l'agriculture et l'élevage d'une part, l'exploitation du bois d'autre part. Les petits agriculteurs qui, aux premiers temps de la colonisation, renonçaient à vivre en ville font depuis le chemin inverse : ils souhaitent vivre ou avoir au moins un pied-à-terre en ville, pour bénéficier des services de santé, d'éducation, de la sociabilité, etc.⁵³. La possibilité pour eux de vivre en ville est largement liée au développement de l'élevage, qui offre une certaine sécurité aux petits paysans. Or, l'élevage a favorisé des défrichements, qui ont certes donné une sécurité à quelques agriculteurs, mais ont aussi engendré des phénomènes de concentration foncière et d'exclusion d'une partie des plus fragilisés, qui se sont retrouvés eux aussi en ville. Ces villes pionnières sont accusées de ne pas retenir les ruraux qui poursuivent leur migration vers les centres urbains plus développés. Ceci n'est pas un fait étayé dans toutes les circonstances ; au fur et à mesure du développement de la ville peut aussi s'établir une ceinture verte qui permet aux agriculteurs de maintenir leur activité et contribue au développement du marché urbain. On le voit ici, tout l'enjeu de la durabilité dans la région se situe dans des politiques qui savent favoriser l'articulation villes-campagnes, pour contribuer à limiter la croissance des plus grands centres urbains d'un côté et à endiguer l'expansion sur de nouvelles zones forestières pour les défrichements agricoles.

Les scieries et la main d'œuvre salariée qu'elles ont attirées ont également contribué à la croissance de la population des villes. Leur logique relève typiquement de l'esprit *bandeirante* prédateur, car elles extraient les ressources jusqu'à épuisement puis se déplacent plus avant. En vingt ans, leur nombre a été multiplié par deux ou trois selon les localités et malgré l'augmentation des exigences légales et des contrôles, rien ne permet de dire si ce secteur économique si controversé aujourd'hui sera capable de changer en profondeur ses modes opératoires. Comment les villes pourraient-elles être, dans ces conditions, à l'origine d'un nouveau rapport à la nature, plus durable ?

Les villes issues de la colonisation concentrent aujourd'hui un grand nombre de problèmes d'environnement. Sans réseaux d'adduction d'eau pour tous, ni d'évacuation des eaux usées, chacun se débrouille comme il peut en creusant des puits, en rejetant les eaux usées dans les arrières-cours, au risque de contamination des eaux qui servent aux besoins quotidiens... À mesure que la ville se densifie, que la forêt est repoussée plus loin, les pluies diminuent, l'arborisation devient insuffisante pour réduire les îlots de chaleur. À la saison sèche, une ville comme Uruará vit littéralement dans un

⁵² Peter Calvert, *op. cit.*

⁵³ Laurence Granchamp Florentino, *op. cit.*

nuage de poussière qui irrite la gorge et les bronches ; cette poussière provient du passage des véhicules sur les routes et les rues en terre, et sans les pluies, la poussière reste en suspens, ajoutant à l'inconfort de la chaleur les difficultés respiratoires. Ainsi, l'homme s'est-il fabriqué lui-même un environnement que l'on peut qualifier d'inhospitalier, alors qu'il aurait pu probablement en être autrement en intégrant davantage la ville et la forêt.

Face au défi d'inventer un nouveau modèle de développement, l'opposition archaïque/moderne perd en intensité, tandis qu'émerge celle entre local et national, signe que la colonisation interne rencontre une nouvelle résistance. La ville, elle, est plus que jamais le théâtre des tensions entre progressistes et conservationnistes.

Conclusion

Les utopies sont le reflet des sociétés qui les font naître. Si lors de son lancement, le gouvernement s'est efforcé de faire passer la colonisation pour une préoccupation sociale à l'égard des paysans sans terre, on ne peut ignorer pour autant le caractère idéologique de la réalité de la frontière.

« Nous retrouvons là une constante dans l'histoire de la colonisation intérieure du Brésil, où ce caractère idéologique reflète le décalage fondamental entre l'attention portée par l'Etat aux intérêts généraux, prétendument garantis, et celle donnée aux intérêts particuliers, effectivement défendus » soutient J. Hébertte⁵⁴.

Le changement de politique et le retrait du soutien aux projets à destination des paysans révèlent ainsi le caractère contradictoire du projet de colonisation agricole. L'utopie moderniste a fait long feu.

La région a vu successivement s'implanter de nouveaux migrants associés à de nouvelles activités économiques : les colons, petits paysans, ont été les premiers, mais une partie d'entre eux a été supplantée par des éleveurs et planteurs plus capitalisés, auxquels ont succédé des scieries pour aujourd'hui être remplacés par des planteurs de soja, ou par la multitude de migrants de toutes catégories sociales qui se sont rendus à Altamira pour participer à la construction du barrage. Toutes ces catégories ont marqué leur passage également dans les villes. Ainsi la ville est-elle le lieu par excellence où se manifestent ces phénomènes de colonisation successive, qui bâtissent, détruisent, repoussent et créent un « feuilleté » temporel et spatial dans lequel on peut lire l'histoire de l'expansion coloniale interne, elle-même liée dans une large mesure à celle de la globalisation.

Ces villes issues de la colonisation agricole sont aujourd'hui plus que jamais le théâtre de tensions sociales où les enjeux de reconnaissance des catégories historiquement dominées paysans comme amérindiens, se mêlent étroitement aux enjeux de protection de la nature. La question est alors de savoir si les luttes sociales peuvent donner une nouvelle place à l'expérience des colons tout en reconnaissant une place aussi à la nature et aux amérindiens. La région vit en effet de profonds bouleversements avec l'implantation de l'immense chantier de construction du barrage de Belo Monte, source de nombreuses polémiques et auquel s'opposent principalement les organisations écologistes et les représentants des amérindiens. Comment ne pas voir dans ce conflit l'héritage du rapport colonial interne ? Comment dépasser la confrontation entre utopie moderniste et utopie naturaliste ? Tout l'enjeu semble de fonder, non pas une nouvelle utopie, mais un nouveau projet de société pour ces catégories dont les trajectoires sociales et les formes de relation avec le milieu sont fondamentalement hétérogènes.

⁵⁴ Jean Hébertte, *op.cit.*, 2004, p. 317.